



PAR COURRIEL

Le 28 avril 2022

Objet : Demande d'accès aux documents - Décision

V/Réf. : Statistiques sur les dossiers ouverts à la Cour supérieure – Vices cachés

N/Réf. : BSM-2022-000480

Conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1, ci-après nommée « Loi sur l'accès »), nous avons traité votre demande d'accès reçue le 20 avril dernier, laquelle se lit comme suit :

« [...]j'aimerais faire une demande d'accès qui concerne les statistiques générales des dossiers présentés à la Cour Supérieure et qui concernent les vices cachés immobiliers.

Plus particulièrement, nous aimerions savoir combien de dossiers sont déposés Cour Supérieure annuellement (2020 et 2021), mais aussi combien de jugements sont rendus suite à la judiciarisation du dossier sur ce même sujet des vices cachés immobiliers.

De plus, nous aimerions savoir quelle est la moyenne des coûts des dossiers déposés et des jugements rendus, si cette information est disponible. [...] »

(Transcription intégrale)

Décision

Nous donnons suite à votre demande. Vous trouverez ci-joint des tableaux en réponse à celle-ci.

... 2

Recours

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès, nous vous informons que vous pouvez, en vertu de la section III du chapitre IV de cette loi (article 135 et suivants), faire une demande de révision à l'égard de cette décision en vous adressant à la Commission d'accès à l'information dans les trente (30) jours suivant la date de la présente décision. À cet effet, vous trouverez joint à la présente le document intitulé *Avis de recours*.

Nous vous prions d'agréer l'expression de nos sentiments les meilleurs.



Marie-Claude Daraiche, avocate
Responsable de l'accès aux documents
et de la protection des renseignements personnels

AVIS DE RECOURS

RÉVISION DEVANT LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION

a) POUVOIR

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC

525, boul. René-Lévesque Est
Bureau 2.36
Québec (Québec) G1R 5S9
Tél. : 418 528-7741
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

MONTRÉAL

2045, rue Stanley
Bureau 900
Montréal (Québec) H3A 2V4
Tél. : 514 873-4196
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télécopieur : 514 844-6170

b) MOTIFS

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un enregistrement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) DÉLAIS

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les trente (30) jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de trente (30) jours (art. 135).

APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC

a) POUVOIR

L'article 147 de la Loi sur l'accès stipule qu'une personne directement intéressée peut interjeter appel sur toute question de droit ou de compétence, devant le juge de la Cour du Québec, de la décision finale de la Commission, y compris une ordonnance de la Commission rendue au terme d'une enquête, ou, sur permission d'un juge de cette Cour, d'une décision interlocutoire à laquelle la décision finale ne pourra remédier.

b) DÉLAIS ET FRAIS

L'article 149 de la Loi sur l'accès stipule que l'appel est formé par le dépôt auprès de la Cour du Québec d'un avis à cet effet précisant les questions de droit ou de compétence qui devraient être examinées en appel.

L'avis d'appel doit être déposé au greffe de la Cour du Québec dans les trente (30) jours qui suivent la date de la réception de la décision finale par les parties.

c) PROCÉDURE

Selon l'article 151 de la Loi sur l'accès, l'avis d'appel doit être signifié aux parties et à la Commission dans les dix (10) jours de son dépôt au greffe de la Cour du Québec.

Le secrétaire de la Commission transmet au greffe, pour tenir lieu de dossier conjoint, un exemplaire de la décision contestée et les pièces de la contestation.

Cour supérieure - Vices cachés
Volumétrie des dossiers ouverts et des dossiers jugés au
fond Ensemble du Québec
Années civiles 2020 et 2021

Nombre de dossiers ouverts

Juridiction	Nature	2020	2021
17 - Requete introductive d'instance	89 - Vices cachés	152	165
17 - Requete introductive d'instance	V1 - Vices de construction/malfaçon	63	59
36 - Appel, recours extr., divers	89 - Vices cachés	0	1
Total		215	225

Nombre de dossiers ouverts selon la somme réclamée au dépôt de la demande

Montant réclamé	2020	2021
100 000,00\$ et moins	41	54
100 000,01\$ à 250 000,00\$	109	115
250 000,01\$ à 500 000,00\$	44	30
500 000,01\$ à 1 000 000,00\$	15	18
1 000 000,01\$ et plus	6	8
Total		215

Nombre de jugements au fond¹

Juridiction	Nature	2020	2021
17 - Requete introductive d'instance	89 - Vices cachés	20	32
17 - Requete introductive d'instance	V1 - Vices de construction/malfaçon	8	6
36 - Appel, recours extr., divers	89 - Vices cachés	0	1
Total		28	39

¹ Sont considérés les jugements au fond et les jugements sur requête reliés à la demande introductive d'instance et qui mettent fin à l'instance pendant la période observée. Un seul jugement par dossier est indiqué pendant la période observée.

Source : Système Plumitif M012 - Gestion des causes civiles

Date d'extraction : 2022-04-22